

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

Élection présidentielle US : ouvrez les yeux !

par Thierry Meyssan

Le résultat de l'élection présidentielle états-unienne marque le triomphe, non pas des Démocrates et d'un sénateur sénile, mais du courant puritain face aux Jacksoniens. Il ne reflète en rien les opinions politiques des citoyens états-uniens et masque la crise de civilisation dans laquelle s'enfonce leur pays.

RÉSEAU VOLTAIRE / PARIS (FRANCE) / 10 NOVEMBRE 2020

عربي DEUTSCH ENGLISH ESPAÑOL ITALIANO NEDERLANDS PORTUGUÊS
TÜRKÇE



**Joe Biden, 46ème président des États-Unis
d'Amérique**

L'élection présidentielle US de 2020 confirme la tendance générale depuis la dissolution de l'Union soviétique : la population états-unienne traverse une crise de civilisation et se dirige inexorablement vers une nouvelle guerre civile qui devrait déboucher logiquement vers une partition du pays. Cette instabilité devrait se solder par la fin de l'Occident en tant qu'hyper-puissance.

Pour comprendre ce qui se passe, il convient de dépasser l'effroi des élites européennes face à la disparition prochaine de la puissance qui les protège depuis trois-quarts de siècle ; et de regarder honnêtement l'histoire mondiale des trente dernières années. Il faut se replonger dans l'histoire US et relire sa Constitution.

L'hypothèse de la dissolution de l'Otan et des États-Unis d'Amérique

Lorsque, après trois-quart de siècle d'une dictature sans partage, l'Union soviétique s'est effondrée, tous ceux qui souhaitaient sa disparition en furent surpris. Durant des années, la CIA avait organisé un sabotage systématique de son économie et dénigré toutes ses réalisations, mais elle n'avait jamais prévu que ce sont les peuples soviétiques qui renverseraient ce régime au nom de ses idéaux.

Tout a commencé avec une catastrophe à laquelle l'État ne sut pas répondre. (Tchernobyl, 1986). Une population d'un quart de million de personnes dut fuir définitivement sa terre. Cette incompetence marqua la fin de la légitimité de la dictature. Dans les cinq années qui suivirent, les alliés du Pacte de Varsovie récupérèrent leur indépendance et l'URSS se disloqua. Ce processus fut de bout en bout mené par les Jeunesses communistes, mais il fut au dernier moment récupéré par le maire de Moscou, Boris Elstine, et son équipe formée à Washington. Le pillage des biens collectifs qui suivit et l'effondrement économique qu'il provoqua firent régresser la nouvelle Russie un siècle en arrière.

C'est de cette manière que les États-Unis devraient à leur tour disparaître. Ils vont perdre leur force centripète et être abandonnés par leurs vassaux, avant de s'effondrer. Ceux qui auront quitté le bateau avant qu'il ne coule auront une meilleure chance de s'en sortir. L'Otan devrait mourir avant les USA comme le Pacte de Varsovie est mort avant l'URSS.

La force centrifuge des États-Unis

Les États-Unis sont un pays très jeune, ils n'ont que deux cent ans d'histoire qui leur appartienne. Leur population ne cesse de se former

avec des arrivées successives d'immigrants venant des régions du monde les plus diverses. Selon le modèle britannique, chacune conserve sa propre culture et ne se mêle pas aux autres. Le concept de « creuset » (*melting pot*) n'a existé qu'avec le retour des soldats noirs de la Seconde Guerre mondiale et l'abolition de la ségrégation raciale qu'il suscita, sous Eisenhower et Kennedy, pour disparaître après.

La population états-unienne se déplace beaucoup d'un État à l'autre. Depuis la Première Guerre mondiale jusqu'à la fin de celle du Vietnam, elle tentait de cohabiter dans certains quartiers. Durant une vingtaine d'années, elle s'est figée. Et depuis la dislocation de l'URSS à aujourd'hui, elle se ghettoïse à nouveau, non plus selon des clivages « raciaux », mais culturels. Dans les faits, le pays est déjà divisé.

Les États-Unis ne forment plus une nation, mais déjà onze distinctes.



Les 11 communautés culturelles rivales qui se partagent les États-Unis aujourd'hui.

Source : Colin Woodard

Le conflit intérieur de la culture anglo-saxonne

La mythologie états-unienne rattache l'existence du pays à des 67 « Pères pèlerins », les immigrants du *Mayflower*. Il s'agit d'un groupe de chrétiens fanatiques anglais qui vivait en « communauté » aux Pays-Bas. Ils obtinrent de la Couronne la mission de s'installer dans le « Nouveau Monde » pour y combattre l'Empire espagnol. Un de leurs groupes débarqua dans le Massachusetts et y édifia une société sectaire, la colonie de Plymouth (1620). Ils voilaient leurs femmes et punissaient de durs châtiments corporels ceux qui avaient péché et s'éloignaient de la « Voie Pure », d'où leur nom de « Puritains ».

Les États-Uniens ignorent à la fois la mission politique des Père pèlerins et leur sectarisme. Ils les célèbrent cependant lors de la fête de *Thanksgiving*. Ces 67 fanatiques ont eu une influence considérable sur un pays d'aujourd'hui 328 millions d'habitants. 8 présidents sur 46 sont leurs descendants directs, dont le président Franklin Roosevelt ou les présidents George Bush.

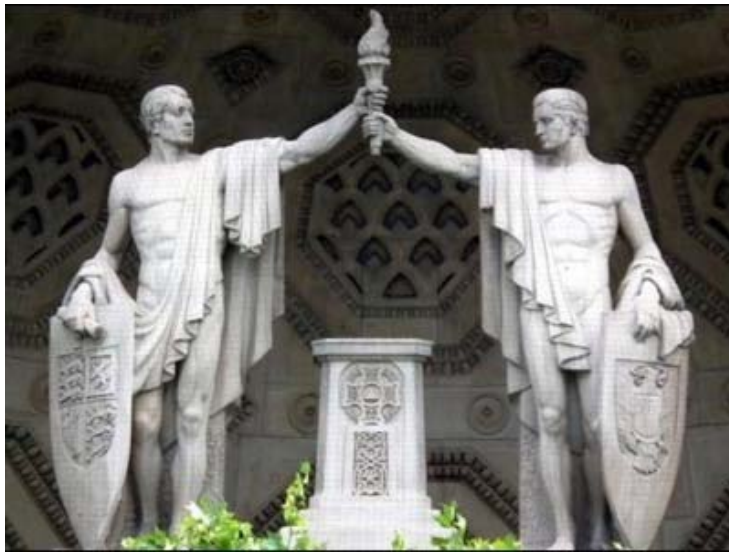
Les Puritains ont organisé une révolution en Angleterre autour de Lord Oliver Cromwell. Ils décapitèrent le roi, fondèrent une République intolérante, le Commonwealth, et massacrèrent les Irlandais « hérétiques » (papistes). Ces événements sont désignés par les historiens britanniques comme la « Première Guerre civile » (1642-51).

Plus d'un siècle plus tard, les colons du Nouveau Monde se révoltèrent face au poids écrasant des taxes de la monarchie britannique (1775-83). Ces événements sont connus des historiens états-uniens comme la « Guerre d'indépendance », mais les historiens britanniques y voient au contraire la « Seconde Guerre civile ». En effet, si les colons qui firent cette guerre étaient de pauvres gens qui travaillaient dur, ceux qui les organisèrent étaient des descendants des Pères pèlerins qui souhaitaient affirmer leur idéal sectaire face à la monarchie britannique restaurée.

Quatre-vingt ans plus tard, les États-Unis se déchiraient avec la Guerre de sécession (1861-65) que certains historiens états-uniens désignent comme la « Troisième Guerre civile » anglo-saxonne. Elle opposait les États, qui fidèles à la Constitution originelle, entendaient maintenir des droits de douane entre eux, à d'autres États qui voulaient au contraire faire passer les droits de douane au niveau fédéral et créer ainsi un grand marché intérieur. Cependant, elle opposait aussi les élites puritaines du Nord aux élites catholiques du Sud, de sorte que l'on retrouvait les clivages des deux guerres précédentes.

La « Quatrième Guerre civile » anglo-saxonne, qui se dessine aujourd'hui, est toujours ourdie par les élites puritaines. Ce qui masque cette continuité, c'est la transformation de ces élites qui désormais ne croient plus en Dieu, mais conservent le même fanatisme. Ce sont elles qui se consacrent aujourd'hui à la réécriture de l'histoire de leur pays. Selon elles, les USA sont un projet raciste des Européens que les « Pères pèlerins » ne sont pas parvenus à corriger. Elles sont persuadées qu'il faut rétablir la « Voie pure » en détruisant tous les symboles du Mal comme les statues des Monarques, des Anglais et des Confédérés.

Elles parlent le « politiquement correct », assurent qu'il existe plusieurs « races » humaines, écrivent « Noir » avec une majuscule et « blanc » en minuscules, et se ruent sur les suppléments abscons du *New York Times*.



**Entrée du siège de la « Pilgrim's Society »
(association des Pères pèlerins). L'Angleterre et les
États-Unis tiennent ensemble le flambeau qui éclaire
le monde.**

L'histoire récente des États-Unis

Chaque pays a ses démons. Le président Richard Nixon était convaincu que le premier danger dont les États-Unis devait se prévenir n'était pas une guerre nucléaire avec l'URSS, mais cette possible « Quatrième Guerre civile » anglo-saxonne. Il s'était entouré du spécialiste en la matière, l'historien Kevin Phillips, qui fut son conseiller électoral et lui permit d'accéder deux fois à la présidence US. Cependant, les héritiers des Pères pèlerins n'acceptèrent pas son combat et le firent sombrer dans le scandale du Watergate (1972), ourdi par l'adjoint et successeur de J. Edgar Hoover au lendemain de sa réélection.

Lorsque la puissance US commença à s'essouffler, le lobby impérialiste, dominé par les Puritains, plaça au pouvoir un des descendants directs des 67 Pères pèlerins, le républicain George Bush Fils. Il organisa un choc émotionnel (les attentats du 11 septembre 2001) et adapta les armées au nouveau capitalisme financier, sous le regard tétanisé de ses concitoyens. Son successeur, le démocrate Barack Obama, poursuivit son œuvre en adaptant l'économie. Pour cela, il

choisit l'essentiel de l'équipe de son premier mandat parmi les membres de la *Pilgrim's Society* (l'association des Pèlerins).

Survint un événement disruptif, en 2016. Un présentateur de télévision qui avait contesté la transformation du capitalisme et les attentats du 11-Septembre, Donald Trump, se présenta à la présidence. Il conquiert d'abord le Parti républicain, puis la Maison-Blanche. Tous ceux qui avaient fait chuter Richard Nixon s'en prirent à lui avant même qu'il n'investisse sa fonction. Ils sont parvenus à prévenir sa réélection en bourrant maladroitement les urnes. Ce qui importe, c'est que, durant son mandat, des siècles de non-dits ont ressurgi. La population US s'est à nouveau fracturée autour des Puritains.

C'est pourquoi, s'il est évident qu'une majorité d'États-Uniens n'a pas voté avec enthousiasme pour un sénateur sénile, il me semble erroné de dire que cette élection de 2020 était un référendum pour ou contre Trump. Il s'agissait en réalité d'un référendum pour ou contre les Puritains.

Un résultat conforme au projet des Pères pèlerins

Lorsque la Guerre d'indépendance ou Seconde Guerre civile anglo-saxonne fut terminée, les successeurs des Pères pèlerins rédigèrent la Constitution. Ils ne firent ni mystère de leur volonté de créer un système aristocratique sur le modèle anglais, ni de leur mépris du peuple. C'est pourquoi, la Constitution des États-Unis ne reconnaît pas la souveraineté populaire, mais celle des gouverneurs.

Le peuple, qui avait fait et gagné la guerre, accepta cet état des choses, mais imposa dix amendements, la Déclaration des droits (*Bill of Rights*), selon lesquels la classe dirigeante ne pourrait en aucun cas violer les droits des citoyens au nom d'une prétendue « raison d'État ». La Constitution ainsi amendée s'applique toujours.

Si l'on veut bien constater que, constitutionnellement, les États-Unis ne sont pas et n'ont jamais été une démocratie, on n'a aucune raison de s'indigner du résultat des élections. Bien qu'il ne soit pas prévu par la Constitution, le scrutin populaire pour l'élection présidentielle s'est progressivement imposé en deux siècles dans chaque État fédéré. Les gouverneurs doivent en suivre les indications pour désigner leurs 538 délégués au Collège électoral présidentiel. Certains gouverneurs ont

donc bourré les urnes sans grand savoir-faire : dans plus d'un comté sur dix, le nombre de votants est supérieur à celui des habitants majeurs. N'en déplaise aux commentateurs, il est donc parfaitement impossible de dire combien d'électeurs ont réellement voté et qui ils auraient souhaité comme président.

Un sombre avenir

Dans ces conditions, le président élu, Joe Biden, ne pourra pas passer outre la fureur justifiée des partisans de son challenger. Il ne pourra pas réunir son peuple. J'avais écrit, il y a quatre ans, que Trump serait le Gorbatchev des États-Unis. J'avais tort, il a su redonner un nouveau souffle à son pays. En définitive, ce sera Joe Biden à qui échoira la faute de ne pas parvenir à maintenir l'unité territoriale de son pays.

Les Alliés qui ne voient pas la catastrophe arriver en paieront de lourdes conséquences.

Thierry Meyssan